



2727 COWORKING / RECHERCHE ET CONSEILS PRATIQUES

Bureaux virtuels à Montréal : fournisseurs, tarifs et conformité

Find a practical home for your work at 2727 Coworking in Montreal. Explore private offices, day workspaces and meeting rooms, plus business-address and virtual-mailbox services for your company.

Publié par 2727 Coworking · 2026-04-18 · bureau virtuel Montréal · adresse d'affaires · gestion du courrier · immatriculation des entreprises au Québec · conformité à la loi 96 · location de salles de réunion · boîte aux lettres numérique · travail hybride

Article original : <https://2727coworking.com/articles/fr/bureaux-virtuels-montreal-tarifs-conformite>

Dans cet article

1. Sommaire
2. Introduction et contexte
3. Le modèle du bureau virtuel : services et tarification
4. Contexte réglementaire à Montréal et au Québec
5. Fournisseurs de bureaux virtuels à Montréal : offre et portée
6. Comparaison des services : adresse d'affaires et gestion du courrier
7. Comparaison des services : téléphone et accueil
8. Profils et comparaison des fournisseurs
9. Regus / Spaces (IWG)
10. Alliance Virtual Offices
11. Davinci Virtual Offices
12. iPostal1 et Anytime Mailbox (boîtes aux lettres numériques)
13. Fournisseurs canadiens et locaux
14. Comparaison des services : salles de réunion et accès aux espaces de travail
15. Études de cas : scénarios d'utilisation
16. Observations fondées sur les données
17. Implications et perspectives d'avenir
18. Conclusion

Sommaire

Le marché montréalais des services de **bureau virtuel** s'est rapidement développé pour devenir un secteur bien établi, avec un large éventail de fournisseurs et de niveaux de service. Parmi les principaux acteurs figurent des exploitants internationaux (Regus/Spaces, Alliance Virtual Offices, Davinci Virtual), des entreprises canadiennes et locales (iQ Offices, Hedhofis, ExecuSpace, RezoMont, etc.), ainsi que des spécialistes des boîtes aux lettres numériques (iPostal1, Anytime Mailbox). Chacun propose diverses combinaisons d'**adresses d'affaires prestigieuses**, de **gestion du courrier (réception, numérisation, réexpédition)**, d'**accueil téléphonique** et d'**accès à des salles de réunion**, adaptées aux entreprises qui travaillent à distance ou en mode hybride. Par exemple, **Regus/Spaces** (qui fait partie d'IWG) annonce des "prestigious addresses in Downtown Montréal", avec gestion du courrier et services de réponse téléphonique (www.regus.com). Alliance Virtual Offices (un vaste réseau américain) met de l'avant ses **4 000+ emplacements** dans le monde et ses forfaits au mois comprenant une adresse, le courrier, un service de réception et des salles de réunion (www.alliancevirtualoffices.com). Des fournisseurs plus petits comme Hedhofis (une marque québécoise d'espaces de cotravail) proposent différents niveaux de forfaits (p. ex., une adresse au centre-ville en **Zone A** à 99 \$ CA/mois) (www.hedhofis.com). Les entreprises de boîtes aux lettres numériques (iPostal1/Anytime) se concentrent sur la numérisation et la réexpédition du courrier (p. ex., iPostal1 : "receive your mail and packages then forward, scan, recycle, shred..." (ipostal1.com)), mais n'offrent pas de salles de réunion pour les rencontres en personne.

Les considérations commerciales et réglementaires façonnent ces services à Montréal. La législation québécoise considère explicitement qu'une entreprise "*possess[ing] a Québec address*" exerce des activités dans la province (www.quebec.ca), ce qui entraîne des **obligations d'immatriculation et des obligations fiscales**. Les règles strictes de la province concernant le français (loi 96) signifient que tout service d'accueil téléphonique doit être bilingue (2727coworking.com). Ces facteurs, conjugués à la culture d'affaires bilingue de Montréal, influencent la façon dont les fournisseurs structurent leur offre.

Notre comparaison montre qu'**aucun fournisseur n'est le « meilleur » pour tous** : le choix dépend des besoins du client. Pour les entreprises en démarrage ou les entrepreneurs en solo qui ont seulement besoin d'une adresse postale, des solutions abordables exploitées au Québec (p. ex., Hedhofis, ExecuSpace) peuvent suffire, à environ 50–100 \$ CA/mois (2727coworking.com) (www.hedhofis.com). Les entreprises en croissance qui ont besoin d'un service de réception assuré par une personne et de nombreuses heures en salle de réunion peuvent préférer les grands réseaux (Regus/Davinci), malgré leurs frais plus élevés. Certains clients répartissent leurs services entre plusieurs fournisseurs : par exemple, un détaillant montréalais pourrait utiliser un forfait iPostal1 (à 30–100 \$/mois (useauteur.com)) pour numériser efficacement son courrier, tout en réservant au besoin des **salles de réunion à l'heure** chez Regus ou dans des espaces de cotravail locaux. Les tableaux ci-dessous résument les principales caractéristiques, les prix et les compromis associés aux principaux fournisseurs de bureaux virtuels à Montréal.

Dans l'ensemble, **les bureaux virtuels font désormais partie des infrastructures courantes** des entreprises canadiennes. Le travail à distance et le travail hybride demeurent des tendances fortes (seulement environ 14 % des professionnels préfèrent travailler entièrement au bureau (www.roberthalf.com)), même si certains secteurs (finance, technologies) rappellent leur personnel au bureau 3–5 jours par semaine.

(montreal.citynews.ca). Les solutions de bureau flexibles (y compris les adresses virtuelles et les salles de réunion sur demande) continuent donc de répondre à un besoin particulier. Le marché montréalais des bureaux virtuels devrait évoluer au rythme des technologies (automatisation, outils de courrier numérique) et des politiques (conformité à la loi 96), tout en offrant aux entreprises à distance un moyen abordable d'asseoir leur crédibilité.

Introduction et contexte

Le concept de **bureau virtuel** s'est imposé au cours des deux dernières décennies comme un pilier du travail à distance et du travail hybride. Essentiellement, un bureau virtuel fournit les principaux éléments d'un bureau physique — notamment une adresse postale professionnelle, la gestion du courrier, la réponse téléphonique et l'accès à des installations de réunion — *sans* poste de travail ni bureau privé attribué au client (www.alliancevirtualoffices.com) (2727coworking.com). Comme seules les infrastructures d'accueil sont louées, les entreprises économisent sur l'immobilier et les frais généraux. Comme le souligne une synthèse spécialisée, ce qui donne surtout l'impression qu'une entreprise est bien établie, ce sont **son adresse, son numéro de téléphone et l'expérience d'accueil**, et non le bureau où s'assoit son propriétaire (2727coworking.com). Les bureaux virtuels « dissocient » ainsi la présence publique d'une entreprise de son espace de travail en coulisses.

Cette flexibilité est devenue particulièrement précieuse après la pandémie de COVID-19. Le travail à distance et le travail hybride se sont rapidement généralisés : selon un sondage mené à la fin de 2025, 53 % des employeurs canadiens offraient des options de travail hybride à certains employés (www.roberthalf.com), et seulement environ 14 % des personnes à la recherche d'un emploi plaçaient un poste entièrement au bureau en tête de leurs préférences (www.roberthalf.com). Comme de nombreux professionnels travaillaient de la maison ou dans des lieux dispersés, la demande d'adresses professionnelles et d'espaces de réunion occasionnels a bondi. Les principaux fournisseurs indiquent que les abonnements aux bureaux virtuels chez des entreprises comme Regus/IWG et WeWork “grew substantially between 2020 and 2022” (2727coworking.com). Même si certaines grandes entreprises encouragent maintenant le **retour au travail en présentiel** (montreal.citynews.ca), la tendance générale demeure une préférence durable pour les modèles hybrides.

Montréal, deuxième ville en importance au Canada, possède une économie diversifiée et bilingue qui compte de nombreux travailleurs autonomes, entreprises en démarrage et petites entreprises. Son **marché du cotravail et des bureaux virtuels** est particulièrement vigoureux. Les observateurs du secteur soulignent que Montréal compte maintenant *plus de 100* espaces de travail flexibles répartis dans tous les quartiers (2727coworking.com), qui accueillent aussi bien des agences créatives du Vieux-Montréal que des entreprises d'IA du centre-ville. La **révolution du cotravail des années 2010** a contribué à faire des bureaux virtuels une pratique courante : les exploitants d'espaces partagés ont compris qu'ils pouvaient facilement “add virtual office members” à peu de frais supplémentaires, puisqu'ils disposaient déjà de réceptionnistes et de salles de réunion (2727coworking.com). De nombreuses marques montréalaises de cotravail (p. ex., iQ Offices, Hedhofis, RezoMont) proposent donc maintenant des forfaits de bureau virtuel en plus de la location de postes de travail. De fait, à la fin de 2024, les fournisseurs d'espaces de cotravail indiquaient qu'environ 15–25 % de

leurs revenus provenaient de réservations de salles de réunion et d'autres services « accessoires » similaires (2727coworking.com), une proportion qui devrait atteindre 30 % d'ici 2026, le travail hybride favorisant une utilisation flexible.

Au Québec, des **facteurs juridiques et linguistiques** façonnent aussi le secteur des bureaux virtuels. En vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises du Québec, une entreprise “carries on an activity” (et doit s'immatriculer ici) dès lors qu'elle “possesses a Québec address” (www.quebec.ca). En pratique, cela signifie que toute entreprise étrangère ou provenant d'une autre province qui utilise une adresse postale montréalaise (même virtuelle) doit se constituer ou s'immatriculer comme entreprise québécoise, avec les obligations fiscales et les déclarations que cela comporte. De même, la Charte de la langue française du Québec (loi 96) exige que les communications commerciales destinées au public soient en français. Pour les bureaux virtuels, cela signifie que les fournisseurs qui offrent des services de réponse téléphonique ou d'accueil doivent, *par défaut*, travailler dans les deux langues. Comme l'observe 2727 Coworking, les fournisseurs montréalais “must be able to answer in French,” ou être en mesure de communiquer en français et en anglais (2727coworking.com). Les entreprises avisées considèrent même le service bilingue comme un atout : accueillir les visiteurs avec “Bonjour/Hello” projette une image professionnelle dans les deux langues (2727coworking.com).

Dans ce contexte, le marché montréalais offre maintenant une gamme de solutions de bureau virtuel à tous les prix et pour tous les niveaux de service. La suite de ce rapport compare ces options en profondeur. Nous présentons d'abord les principales composantes et les différents niveaux de tarification des services de bureau virtuel (adresses, traitement du courrier, téléphone, salles de réunion), puis passons en revue les grands fournisseurs (internationaux et locaux). Des tableaux permettent de comparer côte à côte les caractéristiques et les coûts. Nous examinons aussi des exemples d'utilisation des bureaux virtuels par les entreprises et discutons de leurs implications pour l'avenir du travail. Toutes les affirmations s'appuient sur des données récentes et des analyses spécialisées.

Le modèle du bureau virtuel : services et tarification

Un bureau virtuel n'est pas un produit unique, mais un **ensemble modulaire de services** qui reproduit les fonctions externes d'un bureau. De façon générale, ces modules comprennent :

- **Module d'adresse** : Une adresse municipale prestigieuse (jamais une simple case postale) que les clients peuvent utiliser sur leur papier à en-tête, dans leur marketing et dans leurs déclarations officielles (2727coworking.com). Le courrier est reçu à cette adresse au nom de l'entreprise.
- **Module de courrier** : La gestion du courrier et des colis entrants. Cela peut aller de la simple réception avec ramassage en personne à la numérisation et à l'envoi électronique, en passant par la réexpédition à domicile ou au bureau, ou la destruction sécurisée. Par exemple, iPostal1 annonce qu'elle reçoit le courrier, puis permet de “forward, scan, recycle, or shred” les envois au moyen d'outils numériques (ipostal1.com). Les forfaits à plusieurs niveaux offrent généralement des notifications électroniques et une certaine quantité de numérisations aux niveaux de service supérieurs (2727coworking.com).

- **Module de téléphone et d'accueil** : Un numéro de téléphone d'affaires attribué et un service de réponse assuré par une personne. Les réceptionnistes répondent au nom de l'entreprise, prennent les messages ou transfèrent les appels, souvent dans les deux langues dans le contexte montréalais (www.alliancevirtualoffices.com) (2727coworking.com). Les forfaits de bureau virtuel peuvent comprendre un nombre déterminé de minutes de prise en charge des appels; du temps supplémentaire peut être acheté.
- **Module de réunion et d'espace de travail** : L'accès sur demande à un espace physique pour des conférences ou du travail à un bureau. La plupart des fournisseurs permettent aux clients virtuels de louer des salles de réunion ou des postes de travail à l'heure ou à la journée, au tarif membre. Certaines options locales (comme ExecuSpace) incluent même un nombre fixe d'heures en salle de réunion par mois dans le forfait (executespacemontreal.com). De même, de nombreux exploitants d'espaces de cotravail mettent leurs salles de réunion à disposition : Regus propose environ 20 emplacements de salles de réunion à Montréal "from \$35 per hour" (www.regus.com), tandis que Spaces et WeWork offrent des options similaires.
- **Autres modules administratifs** : Ils peuvent comprendre des services comme la réexpédition du courrier (affranchissement ordinaire vers une autre adresse), les services de réceptionnistes virtuels en direct (au-delà de la simple réponse téléphonique), ainsi que des heures de secrétariat ou de réception (prise de rendez-vous, saisie de données, etc.). Certains fournisseurs proposent des ajouts comme des numéros de téléphone d'entreprise ou du clavardage Web.

La **tarification** des bureaux virtuels varie selon la combinaison de services et le prestige de l'adresse. Un cadre utile (proposé par 2727 Coworking) répartit les forfaits par niveaux (2727coworking.com) (2727coworking.com) :

- **Niveau 1 – Adresse seulement (50–100 \$ CA/mois)** : Une adresse d'affaires valorisante, avec réception du courrier et notifications. En général, ce niveau **ne comprend pas la numérisation ni la réexpédition du courrier**, ni les services d'un réceptionniste. Les clients se rendent au bureau au besoin pour récupérer leur courrier. Cette formule convient aux entrepreneurs individuels ou aux très petites entreprises en démarrage qui souhaitent simplement « domicilier » leur entreprise à une adresse commerciale (2727coworking.com).
- **Niveau 2 – Adresse + gestion du courrier (100–175 \$/mois)** : Toutes les caractéristiques du niveau 1, auxquelles s'ajoutent des services de courrier avancés. Habituellement, le fournisseur **numérise le contenu de votre courrier et vous l'envoie par courriel**, réexpédie les colis selon un calendrier établi et entrepose les colis. Ce niveau s'adresse aux personnes qui voyagent ou aux entreprises éloignées de Montréal qui ont besoin d'accéder à distance à leur correspondance. Le niveau 2 élimine la nécessité de récupérer physiquement le courrier chaque jour (2727coworking.com).
- **Niveau 3 – Service complet (175–300+ \$/mois)** : La formule tout compris, qui ajoute la réponse téléphonique, l'accueil et un accès généreux aux salles de réunion. Ces forfaits reproduisent les avantages d'un petit bureau avec personnel. Par exemple, plusieurs comprennent une ligne téléphonique d'affaires avec réceptionniste et permettent de réserver une salle de réunion sur demande sans frais supplémentaires ou à prix réduit. Le niveau 3 convient aux cabinets professionnels (avocats, consultants) ou aux équipes en croissance qui **rencontrent fréquemment des clients**, mais ne veulent pas de bail permanent.

En pratique, les prix annoncés à Montréal correspondent à cette fourchette. Par exemple, Hedhofis distingue les adresses du centre-ville (99 \$ CA/mois) de celles de la banlieue (79–89 \$) (www.hedhofis.com). Selon une estimation, une boîte aux lettres virtuelle au Canada coûte environ 30–100 \$ par mois, tandis que la location d'un bureau physique, même minuscule, à Toronto ou à Vancouver coûte de l'ordre de 1 500–5 000 \$ par mois (useauteur.com). Les comparaisons de prix favorisent donc nettement les solutions virtuelles pour les petites entreprises. En revanche, les forfaits de niveau 3 peuvent approcher ou dépasser 300 \$/mois (surtout dans les emplacements très recherchés), et les services supplémentaires augmentent aussi les coûts.

Les sections suivantes examinent comment des fournisseurs précis à Montréal regroupent ces composantes de service. Nous comparons leurs adresses, leurs services de courrier, leurs politiques sur les salles de réunion, le soutien du personnel inclus et leurs tarifs, avec de nombreuses références à des renseignements officiels.

Contexte réglementaire à Montréal et au Québec

Exploiter une entreprise à Montréal entraîne certaines exigences juridiques qui ont une incidence sur l'utilisation d'un bureau virtuel. Deux aspects sont essentiels :

Immatriculation de l'entreprise : En vertu de la Loi sur les sociétés par actions du Québec, toute société est réputée “*carrying on*” une entreprise au Québec si elle possède une adresse québécoise, une ligne téléphonique ou une présence physique (www.quebec.ca). En pratique, cela signifie que même une adresse postale virtuelle à Montréal constitue, au regard de la loi, l'exercice d'activités au Québec, et qu'une société étrangère (non québécoise) doit s'immatriculer auprès du Registraire des entreprises du Québec. Après son immatriculation, l'entreprise reçoit un NEQ et doit respecter les règles fiscales et les obligations de déclaration du Québec, comme toute entreprise locale. Comme l'explique le gouvernement du Québec, le maintien d'une adresse québécoise légitime (y compris une adresse de bureau virtuel) assujettit l'entreprise à la compétence du Québec (www.quebec.ca). Les utilisateurs de bureaux virtuels doivent donc savoir que l'obtention d'une adresse à Montréal entraîne probablement la nécessité d'immatriculer leur société au Québec et de respecter les obligations connexes.

Langue et communications : Les lois québécoises visant à moderniser les exigences linguistiques (loi 96, adoptée en 2022) ont des implications explicites pour les services de bureau virtuel. Toutes les communications commerciales destinées au public — publicité, service à la clientèle, contrats — doivent être disponibles en français (www.millerthomson.com) (2727coworking.com). Dans le contexte d'un bureau virtuel, l'incidence la plus pertinente concerne la réponse téléphonique et l'accueil. Puisque tout appel auquel on répond au nom de votre entreprise est une « communication » avec la clientèle, les réceptionnistes doivent pouvoir parler français par défaut. Plusieurs spécialistes du secteur soulignent qu'à Montréal en particulier, la réponse bilingue (“Bonjour / Hello”) est attendue comme norme professionnelle (2727coworking.com). Les fournisseurs de bureaux virtuels au Québec emploient généralement des réceptionnistes bilingues ou trilingues. (Par exemple, ExecuSpace annonce un “personalized **bilingual** telephone answering service” dans son forfait de bureau virtuel (execespacemontreal.com).)

De plus, les documents juridiques, les factures et les contrats doivent être disponibles en français, et l'affichage sur place de toute entreprise qui utilise l'adresse doit mettre bien en évidence le texte français. Ces règles ne sont pas des obstacles propres aux bureaux virtuels — elles s'appliquent à toutes les entreprises québécoises —, mais elles soulignent que tout service de réception virtuelle ou d'adresse à Montréal doit permettre les communications en français et en anglais. Les utilisateurs avisés voient dans une présence bilingue un avantage qui élargit leur portée commerciale (2727coworking.com).

Fournisseurs de bureaux virtuels à Montréal : offre et portée

Le marché montréalais des bureaux virtuels comprend à la fois de **grandes chaînes internationales** et des **entreprises locales ou régionales**, ainsi que des services de courrier en ligne. Les principaux fournisseurs se répartissent approximativement dans les catégories suivantes :

- Marques internationales ou franchisées** : Les chaînes mondiales dominantes sont **IWG** (qui exploite les marques Regus, Spaces, Signature et HQ), **Davinci Virtual Offices** et **Alliance Virtual Offices**. Ces entreprises possèdent de vastes réseaux de bureaux physiques (souvent dans de grandes tours des quartiers centraux d'affaires) et proposent systématiquement des forfaits de bureau virtuel. À Montréal, les seules marques **Regus/Spaces** d'IWG annoncent "20 Locations" pour les bureaux virtuels (www.regus.com). Alliance Virtual Offices (un réseau établi aux États-Unis comptant 4 000+ *emplacements* dans le monde) comprend au moins une adresse montréalaise (4020 rue St-Ambroise) et met l'accent sur un tableau de bord en ligne entièrement géré pour les clients (www.alliancevirtualoffices.com) (www.alliancevirtualoffices.com). Davinci Virtual (un fournisseur américain) propose diverses adresses montréalaises (voir le tableau comparatif ci-dessous) et mise fortement sur les services de réception et de salles de réunion. Ces fournisseurs affichent généralement une tarification mondiale transparente; par exemple, Regus annonce "from \$3 per day" pour une adresse montréalaise (www.regus.com) (soit environ 90 \$/mois pour une utilisation de 30 jours), et les forfaits nord-américains d'Alliance commencent à environ 49 \$ US/mois pour une adresse seulement (www.alliancevirtualoffices.com).
- Services de boîte aux lettres numérique** : Des entreprises comme **iPostal1** et **Anytime Mailbox** sont des services établis aux États-Unis qui privilégient la mobilité. Elles offrent des **forfaits de boîte aux lettres numérique** donnant accès à une adresse postale à Montréal (ou au Québec) et à des services de numérisation et de réexpédition en ligne, mais sans accès à un bureau physique. Par exemple, iPostal1 répertorie des adresses montréalaises au 555 rue Chabanel, bureau 1541, et au 770 rue Notre-Dame Ouest (ipostal1.com) (ipostal1.com). Leur modèle de service consiste à "receive your mail and packages then forward, scan, recycle, [or] shred", le tout commandé électroniquement (ipostal1.com). Les forfaits commencent à moins de 20 \$ CA/mois pour le niveau le plus élémentaire, consacré uniquement à la numérisation. Toutefois, ces services **n'incluent pas** de salles de réunion ni de services de réception (www.alliancevirtualoffices.com). Ils conviennent aux entreprises très mobiles ou aux personnes qui voyagent fréquemment et dont le besoin principal est de numériser leur courrier en déplacement.

- **Réseaux canadiens de cotravail et de bureaux** : Le Canada compte des entreprises d'espaces de travail flexibles d'ici qui vendent aussi des forfaits de bureau virtuel. En particulier, **iQ Offices** (une grande chaîne canadienne de cotravail) propose une adresse virtuelle montréalaise au 1155 rue Metcalfe (www.iqoffices.com) et la commercialise dans un forfait comprenant la gestion du courrier et des services haut de gamme. **ExecuSpace Montreal** (un centre d'affaires local au 1155 boulevard René-Lévesque Ouest) fournit un réceptionniste multilingue, **10 heures/mois d'utilisation d'une salle de conférence** et la gestion du courrier dans son forfait de bureau virtuel (execespacemontreal.com). **Hedhofis** (un exploitant québécois d'espaces de cotravail) affiche des forfaits à plusieurs niveaux : des adresses de premier choix au centre-ville (Square Victoria/Vieux-Montréal) à **99 \$ CA/mois** et des zones de niveau inférieur (Laval/Longueuil) à environ 79–89 \$ (www.hedhofis.com). De petits centres indépendants comme **RezoMont** (Vieux-Montréal) et **Le 402** (à Laval) ciblent les entrepreneurs créatifs; Le 402 propose explicitement des forfaits virtuels de réexpédition du courrier ou de numérisation seulement, mais son adresse n'est divulguée qu'à l'inscription (le402.com). Bref, pratiquement tous les pôles de cotravail à Montréal proposent désormais une offre de bureau virtuel sous leur marque. Ces fournisseurs locaux regroupent souvent des services que les grands réseaux facturent en supplément; par exemple, le forfait d'ExecuSpace inclut d'emblée la réponse téléphonique et l'accueil (execespacemontreal.com).
- **Plateformes de salles de réunion et d'espaces** : Sans être des fournisseurs de bureaux virtuels à proprement parler, les salles de réunion sur demande constituent un élément important de cet écosystème. Les plateformes locales et les entreprises de cotravail permettent à tout abonné de réserver des salles de réunion ou de formation à l'heure. À lui seul, Regus annonce **20 emplacements de réunion à Montréal à partir de 35 \$/heure** (www.regus.com). Les chaînes de cotravail comme **Spaces** et **WeWork** louent aussi des salles aux non-membres. (À noter : Spaces annonce "Virtual office" sous sa marque, conformément aux modèles d'IWG (www.spacesworks.com)). Des sites indépendants comme Novi@Work et LiquidSpace répertorient des dizaines d'espaces montréalais réservables à l'heure. Un récent rapport de marché situait les tarifs de location de salles de réunion à Montréal entre environ 20 \$ CA/heure (petite salle de réunion de base) et 150+ \$/heure pour des installations complètes de production (2727coworking.com). Ces salles deviennent souvent un complément pour les abonnés aux bureaux virtuels (p. ex., plusieurs forfaits accordent un certain nombre d'heures de réservation gratuites) ou sont essentielles pour ceux qui s'abonnent uniquement à une adresse, mais ont parfois besoin de rencontrer leurs clients en personne.

Le **tableau ci-dessous** résume les principales caractéristiques de certains fournisseurs (adresses proposées, services de courrier et de téléphone, accès aux salles de réunion et tarification). Il reprend les catégories ci-dessus et montre comment les forfaits montréalais de chaque fournisseur correspondent aux niveaux de service présentés précédemment.

<!-- Provider Comparison Table -->

Fournisseur	Emplacements / exemple d'adresse	Gestion du courrier	Téléphone / accueil	Accès aux salles de réunion	Tarification du forfait de base (approx.)
Regus/Spaces (IWG)	20+ emplacements à Montréal (centre-ville, Vieux-Montréal, Mile End, etc.) (www.regus.com) (www.regus.com)	Réception du courrier et des colis	Réceptionniste <i>en option (paiement à l'utilisation)</i> (www.regus.com)	Location à l'heure dans les centres Regus (à partir d'environ 35 \$/h) (www.regus.com)	Environ 90 \$/mois pour l'adresse seulement (Regus : 3 \$/jour) (www.regus.com); WorkPass : environ 275+ \$ CA pour un poste attitré
Alliance Virtual	Emplacement « St-Ambroise » à Montréal (4020 rue St-Ambroise, H4C) (www.alliancevirtualoffices.com) (et réseau)	Traitement et réexpédition du courrier Notifications numériques	Réponse téléphonique assurée par une personne (minutes incluses dans un ajout au forfait) (www.alliancevirtualoffices.com)	Réservation dans le réseau (paiement à l'utilisation)	Environ 49 \$ US/mois pour l'adresse seulement (www.alliancevirtualoffices.com) (sans contrat)
Davinci Virtual	Plusieurs adresses à Montréal (p. ex., 75 rue Queen, 1250 René-L., 500 Place d'Armes) (www.davincivirtual.com) (www.davincivirtual.com)	Réception du courrier + numérisation en option	Services de réceptionniste (réponse téléphonique) (www.alliancevirtualoffices.com)	Oui – salles de conférence aux emplacements (sur réservation)	Environ 70–197 \$ US/mois (adresse seulement) (www.davincivirtual.com) (www.davincivirtual.com)
iPostal1	Emplacements montréalais (555 Chabanel, bureau 1541; 770 Notre-Dame Ouest; 1249 Sussex; etc.) (ipostal1.com) (ipostal1.com)	Boîte aux lettres numérique : numérisation et réexpédition (ipostal1.com)	–	Aucun (service de courrier seulement)	Forfaits à partir de 20+ \$ CA/mois (numérisation et courrier seulement)
Anytime Mailbox	Adresses à Montréal (1235 Notre-Dame Ouest H3C; 5165 Queen Mary H3W; 1055 Lucien-L'Allier H3G; 4388 St-Denis H2J; 1500 Shevchenko H8N) (www.anytimemailbox.com) (www.anytimemailbox.com)	Boîte aux lettres numérique (numérisation et réexpédition)	–	Aucun (numérisation et courrier seulement)	Forfaits à partir de 15–35 \$ CA/mois
iQ Offices	1155 rue Metcalfe, Montréal (et ailleurs au pays) (www.iqoffices.com) (www.iqoffices.com)	Réception du courrier; ramassage au centre	Oui – service de réceptionniste en option (supplément)	Salles de conférence du centre sur réservation	(Communiquer pour connaître les prix; probablement environ 199+ \$)

Fournisseur	Emplacements / exemple d'adresse	Gestion du courrier	Téléphone / accueil	Accès aux salles de réunion	Tarification du forfait de base (approx.)
ExecuSpace	1155 René-Lévesque Ouest, 25e étage, Montréal (Tour CIBC) (execespacemontreal.com)	Adresse postale (ramassage sur place)	Service de réponse bilingue	10 heures/mois en salle de réunion ou de conférence incluses (execespacemontreal.com)	(Soumission requise – coût faible à moyen en \$\$/mois)
Hedhofis	Zones à différents niveaux : Zone A (Square Victoria/Vieux-Montréal) : 99 \$ CA/mois (www.hedhofis.com)	Ramassage du courrier; réexpédition en option (+50 \$)	–	Salles de réunion dans les centres (tarifs horaires)	Zone A : 99 \$/mois; Zone B : 89 \$; Zone C : 79 \$ (www.hedhofis.com)
RezoMont	204 St-Sacrement, Vieux-Montréal (cornerwright et St-Antoine) (www.goodfirms.co) (centre d'affaires historique)	Gestion et entreposage du courrier	–	Salles de réunion disponibles à l'heure (www.rezomont.com)	39 \$/jour pour un bureau à la journée (salles de réunion)
Le 402	Adresse (Laval; divulguée à l'inscription) ^[^1] – offre destinée aux travailleurs autonomes créatifs (le402.com)	Réexpédition et numérisation du courrier (sans ramassage)	–	Aucun (réexpédition du courrier seulement)	Service de base à partir d'environ 50 \$ CA/mois
2727 Coworking	109-2727 rue Saint-Patrick, Griffintown, Montréal H3K 0A8 — un local avec personnel, utilisable comme siège admissible au REQ (montrealmailbox.ca)	Courrier reçu sur place; photo de l'enveloppe dans un portail en ligne; ramassage en personne sur rendez-vous. Numérisation incluse à partir du forfait à 85 \$. Aucune réexpédition, aucun colis	Numéro de téléphone attribué avec transfert d'appels dans les forfaits à 135 \$ et à 165 \$; aucun service de réponse assuré par une personne	Salle de conférence (8 personnes) à 300 \$ CA/jour; le forfait Virtual Office à 165 \$ inclut 1 h/mois; accès à la journée à 55 \$ CA/jour	35 \$ CA/mois pour la boîte aux lettres; 85 \$ avec numérisation; 135 \$ pour l'adresse virtuelle; 165 \$ pour le bureau virtuel (avant TPS/TVQ)
Autres (cotravail)	Nombreux pôles de cotravail (Nuage B, SenseLab, etc.) à Montréal : adresses et services variables	Souvent numérisation et réexpédition du courrier	Oui (accueil bilingue si le forfait est choisi)	Utilisation des salles de réunion à prix réduit souvent incluse	Accès à un poste à partir de 20–50 \$/jour; forfaits de bureau en supplément

[^1]: L'adresse exacte de Le 402 dans la région de Montréal n'est fournie qu'après l'inscription (le402.com).

Remarques : Ce tableau présente les offres typiques. « Gestion du courrier » indique si le courrier est simplement reçu ou aussi traité numériquement. « Téléphone / accueil » indique si la réponse assurée par une personne est incluse. Dans tous les cas, le courrier peut être récupéré physiquement par le client ou

réexpédié par la poste. Les salles de réunion sont généralement louées en supplément de tout forfait, sauf indication contraire (p. ex., ExecuSpace inclut 10 heures de réunion). Les prix sont approximatifs et peuvent changer; confirmez-les toujours auprès des fournisseurs.

Comparaison des services : adresse d'affaires et gestion du courrier

Adresses : Les adresses de bureaux virtuels à Montréal peuvent avoir une valeur marketing importante. Par exemple, Regus et Alliance proposent des rues prestigieuses (centre-ville, Vieux-Montréal) parmi leurs options (www.regus.com). Alliance souligne que ses adresses sont *enregistrées comme adresses d'agence commerciale de réception du courrier (CMRA)*, ce qui signifie qu'elles sont légalement admissibles pour l'immatriculation d'une entreprise et les démarches bancaires (www.alliancevirtualoffices.com). À l'inverse, certains fournisseurs de niveau inférieur (p. ex., Le 402) utilisent discrètement des adresses de banlieue ou de Laval pour limiter les coûts (le402.com). En pratique, les adresses du centre-ville, de René-Lévesque ou du boulevard St-Laurent (codes postaux H3A/H2J/H3H) jouissent d'un plus grand prestige que celles, par exemple, du Mile End ou de l'Ouest-de-l'Île, et cela se reflète dans les prix.

Gestion du courrier : Les forfaits de base avec adresse seulement se limitent à recevoir le courrier. Par exemple, un forfait de niveau 1 chez Alliance ou Regus vous avise de l'arrivée de courrier, mais exige un ramassage au centre. Les modules de courrier plus avancés sont courants. Regus/Spaces et Alliance (forfaits à 100–175+ \$ (2727coworking.com)) proposent généralement des ajouts pour la numérisation et la réexpédition. Les entreprises de boîtes aux lettres numériques annoncent précisément ces fonctionnalités : par exemple, la documentation d'iPostal1 indique explicitement qu'elle peut “receive your mail and packages and then forward, scan, recycle, [or] shred” (ipostal1.com). De même, la plateforme d'Anytime Mailbox présente les détails et les prix des forfaits (p. ex., 14,99–35,00 \$ CA/mois) pour les emplacements montréalais, chacun précisant si la numérisation ou la réexpédition est incluse. Les fournisseurs locaux comme Hedhofis et ExecuSpace permettent aussi la réexpédition du courrier, souvent moyennant des frais supplémentaires. Par exemple, le site Web d'Hedhofis indique que la réexpédition du courrier est *facultative*, à +50 \$/mois en supplément du forfait d'adresse virtuelle (www.hedhofis.com).

La numérisation du courrier et les notifications sont particulièrement essentielles pour les clients établis loin de Montréal. Un récent rapport sur le cotravail à Montréal constatait une **croissance de 21,3 % d'une année à l'autre** des réservations de salles de réunion en 2024, ce qui reflète la flexibilité des équipes à distance ou hybrides dans leur utilisation des espaces de travail (2727coworking.com); cette tendance laisse entendre que de nombreux utilisateurs comptent sur des services virtuels (comme la numérisation du courrier) plutôt que sur des bureaux fixes. Bref, la plupart des fournisseurs combinent maintenant des services de courrier numériques et physiques : si un forfait de base peut se limiter à vous remettre des enveloppes, les niveaux supérieurs envoient le contenu numérisé par courriel ou expédient les enveloppes à votre adresse réelle. Lorsque vous comparez les fournisseurs, vérifiez si la numérisation fait partie du forfait de base ou constitue un ajout, et s'il y a des frais supplémentaires pour la réexpédition ou la manutention de gros colis.

Tous les fournisseurs vous permettent de mettre à jour votre adresse dans les déclarations publiques. La législation québécoise exige que l'adresse officielle de l'entreprise permette de communiquer avec elle; une adresse virtuelle utilisée dans les déclarations publiques doit donc demeurer valide. Certains services virtuels (Alliance, etc.) soulignent que leurs adresses répondent à la fois aux besoins d'immatriculation et d'obtention de permis (www.alliancevirtualoffices.com). Cette diligence aide à assurer la continuité de la correspondance bancaire ou gouvernementale lorsque le client n'a pas de bureau physique.

Comparaison des services : téléphone et accueil

Même si l'adresse et le courrier constituent le cœur d'un bureau virtuel, de nombreux clients ont aussi besoin d'une prise en charge téléphonique. L'offre varie beaucoup d'un fournisseur à l'autre :

- IWG (Regus/Spaces) :** La réponse téléphonique est *facultative* dans les forfaits exclusivement virtuels. Par défaut, les services d'adresse et de courrier de Regus ne comprennent aucune ligne téléphonique. Regus offre toutefois la réponse aux appels facturée à la minute (souvent par l'intermédiaire de la ligne d'assistance Regus ou Spaces). Les abonnés peuvent payer un supplément pour un numéro montréalais attitré et un réceptionniste. Certains membres qui louent un bureau physique chez Regus ont un service de réponse limité dans leur forfait, mais les clients exclusivement virtuels doivent l'acheter. Le blogue d'Alliance Virtual Offices souligne que le point fort de Regus est l'accès au cotravail plutôt que la téléphonie virtuelle : "...virtual office plans provide address services and phone handling, but the core strength is access to their physical workspace network" (www.alliancevirtualoffices.com). Le site de Regus mentionne aussi "Tailored virtual office packages", sans mettre l'accent sur l'inclusion de la réponse téléphonique (www.regus.com).
- Alliance Virtual Offices :** La plupart des forfaits de base comprennent bien un numéro de téléphone d'affaires dans l'indicatif régional du bureau, mais la réponse assurée par une personne est généralement un ajout. La FAQ d'Alliance indique qu'il est possible d'ajouter des heures de réceptionniste ou des systèmes téléphoniques infonuagiques (www.alliancevirtualoffices.com). Son marketing souligne que des médias comme *Forbes* ont relevé la transparence de ses prix (49 \$/mois pour l'adresse, ajouts de réceptionniste à environ 125 \$ pour 50 min) (www.alliancevirtualoffices.com). Les clients gèrent les appels au moyen d'un tableau de bord en ligne. En somme, Alliance peut fournir un numéro local et, en option, transférer les appels, mais comme chez Regus, les minutes de prise en charge des appels par un réceptionniste sont facturées en supplément (le blogue conseille explicitement de lire les petits caractères concernant les minutes d'appel incluses).
- Davinci Virtual :** Ce fournisseur *mise* sur le service de réceptionniste. Les forfaits de bureau virtuel de Davinci comprennent couramment la réponse téléphonique d'affaires parmi leurs caractéristiques de base (www.alliancevirtualoffices.com). À Montréal, les forfaits Davinci comprennent un numéro attitré auquel répondent des réceptionnistes de Davinci, qui peuvent accueillir les appelants au nom de votre entreprise et prendre les messages. (Des heures de réceptionniste supplémentaires et des crédits de salle de réunion peuvent être ajoutés.) Comme le souligne le blogue d'Alliance, "Davinci positions itself

on live receptionist services and meeting room access... a good option for businesses where phone intake and in-person meetings are central” (www.alliancevirtualoffices.com). En pratique, cela signifie que les forfaits canadiens de Davinci coûtent souvent plus cher que les formules limitées à une adresse, mais que la prise en charge téléphonique y est intégrée.

- **Exploitants canadiens (iQ, ExecuSpace, etc.)** : De nombreuses chaînes locales de cotravail proposent un accueil bilingue. ExecuSpace, par exemple, annonce un **“personalized bilingual telephone answering service”** dans son forfait Virtual Office (execespacemontreal.com). iQ Offices indique aussi que les clients peuvent “manage your mail seamlessly” et “access premium services” (www.iqoffices.com), ce qui laisse entendre qu’un soutien de réceptionniste est offert. Le site d’iQ affiche également un numéro sans frais local et une adresse courriel de contact, ce qui suggère un service téléphonique intégré. Le contenu Web d’Hedhofis se concentre sur l’adresse (« domiciliation »), mais sa page d’offres aux entreprises permet aux clients de demander des forfaits téléphoniques.
- **Fournisseurs de courrier numérique** : iPostal1 et Anytime Mailbox ne prennent pas en charge les appels. Leurs clients restent uniquement des clients de « courrier numérique »; tout besoin téléphonique doit être comblé séparément.

En résumé, dans un forfait entièrement « virtuel », **la réponse téléphonique gratuite n’est pas systématiquement incluse**. Les équipes qui ont besoin d’un accueil assuré par une personne (cabinets juridiques, secteur de l’accueil, etc.) doivent vérifier si le forfait le comprend ou s’il entraîne un supplément. Comme le prévient Alliance, les différences réelles entre les fournisseurs se trouvent souvent dans les **limites et les petits caractères des services téléphoniques** (www.alliancevirtualoffices.com). La section « Avantages et inconvénients » précisera comment ces caractéristiques conviennent aux différents types d’entreprises.

Profils et comparaison des fournisseurs

Nous examinons maintenant des fournisseurs montréalais précis, regroupés par type. Pour chacun, nous décrivons l’offre montréalaise (adresses, courrier, téléphone, salles de réunion) et les caractéristiques distinctives. Nous nous appuyons sur des répertoires officiels et des guides indépendants, avec des références intégrées au texte.

Regus / Spaces (IWG)

Regus (et sa marque sœur de cotravail Spaces) est le **chef de file mondial des bureaux avec services et des adresses virtuelles**. À Montréal seulement, Regus annonce **20 emplacements** pour des « bureaux virtuels » et des salles de réunion (www.regus.com). Principaux points :

- **Adresses** : Des emplacements de premier choix au centre-ville (p. ex., **1250 René-Lévesque**, bureaux du **Vieux-Port**) et dans des quartiers comme le Mile End. Le texte promotionnel de Regus met en valeur des “professional addresses in key areas like Downtown Montréal or Mile End” (www.regus.com). (Le marketing d’IWG mentionne même la croissance des technologies et de l’IA à Montréal pour

promouvoir ses espaces (www.regus.com). Toute adresse choisie s'accompagne de l'affichage Regus et d'une présence dans le hall (si une enseigne existe), mais les clients sont expressément avisés de ne pas afficher les logos Regus à des fins externes.

- **Gestion du courrier** : Les forfaits de base de bureau virtuel de Regus comprennent la **réception** du courrier. Le personnel de Regus accepte les colis et conserve le courrier pour le ramassage. Les services plus avancés (p. ex., numérisation ou réexpédition) exigent des forfaits de niveau supérieur ou l'achat d'ajouts de « réexpédition du courrier » à coût supplémentaire. Regus avise généralement les clients à l'arrivée de courrier. La numérisation n'est pas intégrée au forfait virtuel de base. Une entreprise qui souhaite faire numériser et envoyer tout son courrier par courriel achète souvent un forfait supérieur (adresse et courrier) ou utilise un fournisseur distinct de boîte aux lettres numérique.
- **Téléphone** : Par défaut, Regus *n'inclut pas* la réponse aux appels assurée par une personne pour les clients exclusivement virtuels. Un abonné au bureau virtuel peut acheter un numéro local canadien et un forfait d'appels, mais les forfaits standards « Office » ou « Businessworld » (pour les membres des espaces de travail) offrent effectivement des services téléphoniques avec des minutes incluses. La comparaison d'Alliance indique que Regus “provide[s] address services and phone handling”, mais qu'il s'agit d'un service secondaire par rapport à l'accès aux postes de travail et aux bureaux (www.alliancevirtualoffices.com). Bref, attendez-vous à payer davantage si vous avez besoin d'un réceptionniste : ce service ne fait pas partie du forfait d'adresse de base. (Remarque : certaines évaluations de tiers présentent à tort le bureau virtuel de Regus comme comprenant un réceptionniste; vérifiez toujours le contrat. Le blogue d'Alliance recommande de ne pas comparer seulement les prix affichés (www.alliancevirtualoffices.com).)
- **Salles de réunion** : Regus propose la location de salles de réunion à l'heure dans tous ses centres. À Montréal, ses emplacements offrent diverses salles de conférence et de réunion (des petites salles de concertation aux salles pour 20+ personnes). Regus annonce actuellement un tarif de départ de **35 \$ par heure** (www.regus.com) (le prix réel dépend toutefois de la taille de la salle et du moment de la journée). Les membres des bureaux virtuels (et du cotravail) y ont accès à des tarifs payants. Certains forfaits Regus comprennent quelques heures de réunion par mois; autrement, le paiement se fait à l'utilisation.
- **Tarification** : Comme mentionné, Regus annonce “from \$3 per day” (www.regus.com) pour un bureau virtuel montréalais; cela correspond à environ 90 \$/mois pour une adresse dans un emplacement de niveau inférieur, avec des services minimaux. En réalité, les forfaits coûtent habituellement davantage (les adresses du centre-ville coûtent souvent 150–300 \$/mois pour une adresse avec une certaine gestion du courrier). L'analyse d'Alliance indique que les forfaits Regus typiques avec adresse seulement dans les grandes villes peuvent aller de 100 \$ à plus de 300 \$ par mois (www.alliancevirtualoffices.com). Regus exige généralement un contrat annuel à l'entrée de gamme (le « Founders package ») pour obtenir les prix les plus bas.

En résumé, **Regus/Spaces** convient le mieux aux entreprises qui accordent de la valeur à un vaste réseau et à un espace de travail physique occasionnel. Son point fort est son choix d'emplacements prestigieux et de bureaux utilisables ponctuellement à la journée, mais ses forfaits virtuels de base sont plutôt limités, à moins de payer pour les niveaux supérieurs. Par exemple, un consultant autonome montréalais pourrait choisir

Regus pour obtenir une adresse au centre-ville et payer à l'utilisation pour des salles de réunion sur demande. Par contre, un petit cabinet d'avocats qui cherche une prise en charge des appels par un réceptionniste pourrait trouver Regus relativement coûteux ou limité, à moins d'adopter un forfait plus complet.

Alliance Virtual Offices

Alliance Virtual Offices est une entreprise de bureaux virtuels axée sur l'Amérique du Nord, dotée d'un très vaste réseau d'emplacements (4 000+ dans le monde). Son siège est aux États-Unis, mais elle offre des services au Canada. Pour Montréal :

- **Adresses** : Alliance répertorie au moins un centre montréalais (« St-Ambroise Office Space », 4020 rue St-Ambroise) (www.alliancevirtualoffices.com). En pratique, l'inscription par l'intermédiaire d'Alliance permet aux clients de choisir parmi les adresses montréalaises disponibles (qui peuvent comprendre des emplacements sous la marque Alliance et des établissements partenaires). Le site de salles de réunion montréalaises d'Alliance n'affiche que cette adresse, ce qui laisse entendre que le nombre d'adresses réelles est limité. Toutefois, la proposition de valeur d'Alliance tient à l'étendue des services plutôt qu'au nombre d'emplacements. Remarque : Alliance annonce que ses adresses sont enregistrées comme adresses d'agence commerciale de réception du courrier (CMRA), garantissant explicitement que toute entreprise peut légalement les utiliser pour sa constitution au Québec ou ses démarches bancaires (www.alliancevirtualoffices.com).
- **Gestion du courrier** : Les forfaits d'Alliance comprennent la réception du courrier et des colis. Les forfaits de base offrent des notifications et la conservation du courrier pour le ramassage. Les niveaux supérieurs ajoutent la réexpédition et la numérisation du courrier. L'entreprise commercialise ces fonctionnalités en ligne (les clients gèrent tout au moyen d'un tableau de bord en ligne). Étant donné l'importance qu'Alliance accorde à l'accessibilité à distance, la numérisation et les notifications par courriel font probablement partie des forfaits intermédiaires, mais les conditions exactes doivent être vérifiées.
- **Téléphone** : La réponse assurée par une personne est disponible en ajout au forfait. Alliance souligne que son modèle d'affaires vise les entrepreneurs en solo et les consultants qui ont besoin d'infrastructures *sans bail*; elle offre donc des forfaits « Live Receptionist » facultatifs (p. ex., 50 minutes pour environ 125 \$/mois (www.alliancevirtualoffices.com)). Ceux-ci peuvent être ajoutés à tout forfait d'adresse montréalaise. Le blogue d'Alliance indique que ses prix clairs et son tableau de bord tout-en-un facilitent l'ajout de ces services au mois (www.alliancevirtualoffices.com) (www.alliancevirtualoffices.com).
- **Salles de réunion** : Les clients réservent des salles de réunion sur demande au moyen du système d'Alliance. Alliance peut donner accès à des salles de réunion dans divers emplacements partenaires. Comme le montre son portail de réservation, l'espace montréalais St-Ambroise est disponible, ainsi que des partenaires dans les villes voisines (www.alliancevirtualoffices.com). Les salles de réunion sont facturées à l'utilisation (Alliance n'est pas principalement un réseau de cotravail). L'avantage pratique est de pouvoir utiliser un seul compte pour réserver dans plusieurs villes au besoin.

- **Tarification** : Alliance publie une tarification transparente sur son site. Au Canada, un forfait avec adresse seulement commence à environ **49 \$ US/mois** (www.alliancevirtualoffices.com) (environ 65–70 \$ CA). Aucun contrat à long terme n'est requis. Les salles de réunion sont louées à l'heure, et les forfaits de réceptionniste comportent un montant mensuel fixe pour un bloc de minutes. Alliance vise les entreprises de services qui accordent de la valeur à la flexibilité : toutes les caractéristiques essentielles (adresse, courrier, gestion en ligne) sont incluses dans une formule au mois (www.alliancevirtualoffices.com).

Alliance Virtual Offices occupe ainsi le créneau intermédiaire : son offre est plus facile à obtenir et plus flexible qu'un forfait Regus, mais plus structurée (et soutenue à l'échelle mondiale) que celle d'un petit centre d'affaires local. Une LLC de consultation ou une société de personnes de professionnels du droit qui s'implante au Québec pourrait choisir Alliance pour obtenir une adresse montréalaise réputée utilisable pour l'immatriculation, puis payer seulement les services de réponse téléphonique et de réunion dont elle a besoin. Le compromis est un choix plus restreint d'emplacements à Montréal : parmi les fournisseurs examinés, Alliance semble avoir une présence montréalaise plus petite que Regus ou Davinci quant au nombre d'adresses municipales distinctes.

Davinci Virtual Offices

Davinci est un autre grand acteur (établi aux États-Unis) qui cible les entreprises ayant besoin de services de réceptionniste étoffés. À Montréal, ses partenariats lui permettent d'offrir de nombreuses adresses. Par exemple, le site Web de Davinci répertorie *13 adresses montréalaises*, dont des établissements au centre-ville et dans le Mile End (www.davincivirtual.com) (www.davincivirtual.com). Par exemple, "Spaces Mile End, 5455 De Gaspe Avenue, Suite 710" coûte 70 \$ US/mois (www.davincivirtual.com), et "1155 Metcalfe Ave." (une tour de premier choix au centre-ville) coûte environ 95 \$ US/mois (www.davincivirtual.com).

- **Adresses** : Le choix d'adresses de Davinci est vaste : du secteur branché de Griffintown/Vieux-Port (Place d'Armes, Metcalfe) au secteur universitaire (boul. Robert-Bourassa, rue McGill), et au-delà (St-Ambroise, avenue Union). Ces exemples d'offres indiquent que les clients de Davinci peuvent probablement choisir parmi une douzaine d'emplacements ou plus, à différents niveaux de prix. Comme Alliance, Davinci les présente comme de véritables adresses d'affaires. Le grand nombre d'adresses laisse entendre que la division canadienne de Davinci a noué des partenariats avec des centres de cotravail et des tours de bureaux partout à Montréal.
- **Gestion du courrier** : Le descriptif de Davinci souligne que ses équipes "quickly get your mail forwarded" et peuvent même le numériser pour l'envoyer par courriel (www.davincivirtual.com). En pratique, les forfaits Davinci comprennent la réception et la conservation de base du courrier. La numérisation et la réexpédition sont des options couramment disponibles (bien qu'elles soient parfois annoncées dans les forfaits de niveau supérieur). L'entreprise garantit aux entrepreneurs une solution "abordable virtual office" pour projeter une image de réussite (www.davincivirtual.com). Selon des renseignements anecdotiques, les prix des boîtes aux lettres virtuelles canadiennes commencent habituellement à environ 50–100 \$ US/mois pour la numérisation et la réexpédition.

- **Téléphone** : Davinci se distingue en intégrant un réceptionniste à ses forfaits. Le survol d'Alliance indique que tous les forfaits Davinci comprennent la réponse téléphonique dans l'offre de base (www.alliancevirtualoffices.com). Ainsi, chaque bureau virtuel Davinci fournit au client un numéro de téléphone montréalais et une personne pour répondre aux appels. Cela diffère de Regus (aucune réponse incluse par défaut) et d'Alliance (réponse en ajout au forfait). Davinci vend aussi du temps de réceptionniste *supplémentaire* et des services de réponse professionnels (y compris le filtrage et l'acheminement des appels) en options de niveau supérieur.
- **Salles de réunion** : Davinci comprend des crédits d'accès aux salles de réunion. Ses forfaits s'accompagnent souvent d'un nombre déterminé d'heures en salle de conférence, utilisables dans les emplacements partenaires de Davinci. Le blogue d'Alliance souligne expressément l'importance que Davinci accorde aux salles de réunion pour les clients du secteur des services professionnels (www.alliancevirtualoffices.com). À Montréal, Davinci s'associe généralement à des centres d'affaires locaux ou à des hôtels pour mettre des salles de réunion à disposition. Les clients réservent par l'intermédiaire de Davinci.
- **Tarification** : L'adresse montréalaise la moins chère de Davinci (Spaces Mile End) est affichée à 70 \$ US (environ 90 \$ CA) par mois (www.davincivirtual.com). Les adresses du centre-ville de niveau supérieur (Place d'Armes, Metcalfe) coûtent environ 95–127 \$ US (www.davincivirtual.com). Ces prix de base couvrent l'adresse et les services standards; la disponibilité d'un réceptionniste est habituellement incluse (contrairement à la plupart des autres fournisseurs). Un forfait avec réponse 24/7 et un généreux nombre d'heures de réunion coûte davantage. Dans l'ensemble, Davinci tend à être plus cher qu'Alliance ou qu'un forfait Regus de base, ce qui reflète les avantages supplémentaires liés à la réception et aux réunions.

En résumé, **Davinci** attire les entreprises pour lesquelles le soutien téléphonique et les services de réunion sont indispensables. Par exemple, un petit cabinet d'avocats spécialisé pourrait choisir Davinci pour obtenir une adresse haut de gamme dans le Vieux-Montréal, avec des appels filtrés par un réceptionniste et des salles de conférence incluses pour rencontrer les clients. En revanche, une entreprise qui a seulement besoin d'une adresse et du courrier (et peut gérer elle-même le téléphone) paiera, dans les forfaits Davinci, des services dont elle n'a pas besoin.

iPostal1 et Anytime Mailbox (boîtes aux lettres numériques)

Les services **iPostal1** (ipostal1.com) et **Anytime Mailbox** sont exclusivement des **fournisseurs de boîtes aux lettres numériques**, avec des adresses virtuelles à Montréal et ailleurs. Ils *n'offrent pas* de services en personne ni d'accès à des salles de réunion. Leur valeur repose plutôt sur un grand choix d'adresses et la création instantanée d'un compte :

- **Adresses** : Les deux répertorient plusieurs adresses montréalaises. La liste d'iPostal1 comprend des adresses comme le *555 rue Chabanel Ouest, bureau 1541 (H2N 2J2)* et le *770 rue Notre-Dame Ouest (H3C 1J5)* (ipostal1.com) (ipostal1.com). Anytime Mailbox affiche des emplacements montréalais (p. ex., 1235 Notre-Dame Ouest, 5165 chemin Queen Mary, 1055 Lucien-L'Allier, 4388 rue Saint-Denis, 1500 boulevard Shevchenko, etc.) avec des forfaits de 14,99 \$ CA à environ 35 \$/mois

(www.anytimemailbox.com) (www.anytimemailbox.com) (www.anytimemailbox.com)

(www.anytimemailbox.com). Il s'agit de véritables adresses municipales (souvent celles de boutiques de services postaux ou de partenaires de cotravail). Les utilisateurs peuvent s'inscrire en ligne et commencer immédiatement à y faire envoyer leur courrier.

- **Gestion du courrier** : C'est leur seule activité. iPostal1 et Anytime mettent l'accent sur la numérisation et l'accès en ligne. Le site d'iPostal1 promet de "scan your letters and send them to you by email", ou même de déposer des chèques (ipostal1.com) (ipostal1.com). Les forfaits d'Anytime comprennent généralement un quota mensuel de numérisation. Ces services sont conçus pour les clients qui souhaitent travailler entièrement à distance : dès l'arrivée du courrier, celui-ci est numérisé (souvent dans les 24 heures) et téléversé dans le portail Web sécurisé ou l'application du membre. Le courrier physique peut ensuite être réexpédié ou déchiqueté sur demande.
- **Téléphone et accueil** : Aucune des deux entreprises ne fournit de services téléphoniques ni de réceptionniste attitré. Ce sont essentiellement des services d'adresse postale. Les clients qui ont besoin de réponse téléphonique doivent obtenir des services distincts de téléphonie IP ou de téléphone.
- **Salles de réunion** : Ces fournisseurs n'incluent ni n'offrent d'accès à des salles de réunion. Les clients doivent louer un espace de réunion auprès de centres de cotravail ou à l'heure, de façon indépendante.
- **Tarification** : Les forfaits sont habituellement moins chers que ceux des fournisseurs de bureaux virtuels complets, puisqu'ils excluent les services supplémentaires. Les forfaits canadiens d'iPostal1 commencent à environ 19–29 \$ CA pour la numérisation de base. Les forfaits montréalais d'Anytime (comme on le voit dans la capture d'écran du portail) vont approximativement de 15–35 \$ CA, selon l'emplacement et le niveau de service (www.anytimemailbox.com) (www.anytimemailbox.com). Cela se compare à 100+ \$ CA pour des adresses virtuelles avec une offre de services plus complète.

Les services de **boîte aux lettres numérique** se font donc concurrence sur le coût et la facilité de gestion du courrier. Ils servent les clients qui voyagent souvent ou n'exploitent aucun bureau physique. Par exemple, un consultant vivant à Toronto pourrait s'inscrire à l'adresse du 555 Chabanel (Montréal) comme adresse canadienne par l'intermédiaire d'iPostal1, faire numériser instantanément toute sa correspondance montréalaise et éviter de mettre les pieds au Québec. Le compromis est l'absence d'installations physiques ou d'espace de réunion.

Fournisseurs canadiens et locaux

Montréal compte aussi de nombreuses **entreprises d'ici** qui vendent des services de bureau virtuel, souvent regroupés avec du cotravail ou des espaces locatifs. Elles tendent à mettre l'accent sur le soutien local et sur des adresses montréalaises attrayantes :

- **iQ Offices (la plus grande marque canadienne de cotravail)** : Le site national de bureaux virtuels d'iQ répertorie une adresse québécoise (1155 rue Metcalfe, Montréal) et propose d'établir "a presence in prime locations, [with] dedicated support staff" (www.iqoffices.com). iQ et ses sociétés affiliées possèdent plusieurs centres au centre-ville de Montréal. Une adresse virtuelle chez iQ comprend

probablement la réception du courrier et l'utilisation des salons d'affaires. iQ ne publie pas ses prix en ligne; les soumissions suggèrent des forfaits de base autour de 200+ \$ CA par mois au Canada, souvent avec un service de réexpédition du courrier et des crédits de réunion.

- ExecuSpace Montreal** : Ce centre d'affaires québécois (Tour CIBC) propose explicitement un **Virtual Office Plan** avec les caractéristiques suivantes : ligne téléphonique attitrée, service de réponse bilingue avec messagerie vocale, 10 heures d'utilisation d'un bureau ou d'une salle de conférence par mois, 3 heures de soutien de secrétariat et adresse postale (execespacemontreal.com). Autrement dit, le forfait d'ExecuSpace regroupe d'emblée l'accueil téléphonique et l'accès aux salles de réunion (l'équivalent d'un forfait de niveau 3 d'entrée de gamme). Les prix ne sont pas annoncés publiquement, mais d'autres utilisateurs rapportent des prix de départ autour de 200–300 \$ CA/mois pour de tels forfaits. ExecuSpace gère aussi le courrier et les colis au nom de l'utilisateur. Cette combinaison (personnel local bilingue + temps de réunion inclus) en fait un choix polyvalent solide pour les entrepreneurs québécois qui souhaitent une adresse montréalaise et une utilisation occasionnelle d'un bureau physique.
- Hedhofis (chaîne québécoise)** : Hedhofis offre un service de « domiciliation ». Son site Web répartit le Québec en zones à différents niveaux de prix (qui reflètent le prestige de l'emplacement) (www.hedhofis.com). La Zone A (Square Victoria, Vieux-Montréal, Brossard, Laval) coûte 99 \$ CA/mois (+50 \$ pour la réexpédition). La Zone B (Québec, Longueuil, Vieux-Montréal, Royalmount, Angus) coûte 89 \$, et la Zone C (périphérie), 79 \$. Ces forfaits comprennent la réception du courrier, la possibilité de le ramasser ou de demander sa réexpédition et l'attribution d'une adresse d'affaires. La réponse téléphonique n'est pas mentionnée et ne semble pas incluse par défaut. Des salles de réunion sont disponibles dans les centres, mais ne sont probablement pas incluses. La stratégie d'Hedhofis repose sur une grande flexibilité et un prix relativement bas. Un travailleur autonome pourrait utiliser la Zone A à 99 \$ pour une adresse au centre-ville et ajouter la réexpédition au besoin.
- RezoMont** : Un centre d'affaires indépendant dans le Vieux-Montréal. Son adresse (204 rue St-Sacrement) se trouve dans le prestigieux quartier historique. RezoMont commercialise des locaux et des bureaux, mais offre aussi des solutions d'« adresse d'affaires » (adresse postale virtuelle) à des tarifs concurrentiels. Il assure la réception et la gestion du courrier et dispose de plusieurs salles de réunion sur place (www.rezomont.com). Comme petit exploitant, RezoMont facture généralement à la journée ou à l'heure : p. ex., 39 \$ CA pour un bureau à la journée. Il faut communiquer avec l'entreprise pour connaître les détails du service d'adresse virtuelle, mais celui-ci est réputé abordable par rapport aux grandes chaînes. Il attire une clientèle qui recherche un emplacement et une culture propres au Vieux-Montréal (le centre accueille souvent des activités de réseautage pour entrepreneurs).
- Le 402 (LaQuatrième02)** : Un studio de cotravail établi à Laval avec une offre virtuelle. Il annonce un service “virtual mailing address” pour les créateurs et les consultants (le402.com). L'adresse réelle se trouve à Laval (probablement à moindre coût). Les forfaits sont au mois, le courrier est numérisé ou réexpédié, mais les clients ne doivent pas afficher publiquement l'adresse à d'autres fins que le courrier (le402.com). Les prix (consultés dans des formulaires cachés) commencent à environ 50 \$ CA/mois (avec des rabais annuels). Le créneau de Le 402 est celui des travailleurs autonomes créatifs qui ont besoin d'une façade professionnelle sans complexité. L'entreprise *n'offre pas* de salles de réunion, de

téléphone ni de service d'accueil : il s'agit d'un service de boîte aux lettres réduit à l'essentiel. Il s'apparente aux entreprises de boîtes aux lettres numériques, mais avec une réexpédition manuelle (son site avertit que les réunions **ne doivent pas** avoir lieu à cette adresse (le402.com)).

- **Nuage B et autres espaces de cotravail** : Nuage B (à Saint-Henri) et d'autres espaces de cotravail (SenseLab, L'UniThé) louent des salles de réunion à l'heure, et certains permettent aussi aux membres d'utiliser des boîtes aux lettres virtuelles. Ce ne sont pas des « entreprises fournisseurs » à proprement parler, mais on peut s'abonner à leur « communauté » de cotravail pour bénéficier de services de courrier. Pour être complet, mentionnons que des dizaines d'espaces locaux proposent maintenant au moins une option de boîte aux lettres pour leurs membres.

En général, les fournisseurs locaux tendent à offrir des prix inférieurs à ceux des grandes chaînes, avec toutefois des compromis sur la couverture du réseau à l'échelle nationale. Ils répondent souvent aux besoins d'intégration étroite des entreprises (p. ex., « votre personnel peut passer au bureau en tout temps »), et certains incluent d'emblée un soutien multilingue. Beaucoup font leur promotion en français sur leur site Web pour respecter les lois québécoises.

Comparaison des services : salles de réunion et accès aux espaces de travail

L'accès aux salles de réunion est une composante essentielle pour de nombreux clients de bureaux virtuels. Plutôt que de louer un espace de conférence à bail, les utilisateurs louent un espace seulement lorsqu'ils en ont besoin. Voici des observations générales pour Montréal :

- **Tarifs des salles de conférence** : En 2025, une salle de réunion de base pour 4–6 personnes dans un centre de cotravail montréalais se loue à environ 25–40 \$ CA par heure, tandis qu'une salle haut de gamme avec équipement audiovisuel complet coûte 100–150+ \$ par heure (2727coworking.com). Regus fixe son tarif minimal à **35 \$/heure** (www.regus.com). WeWork et Spaces, bien qu'ils n'affichent pas publiquement leurs prix, se situent habituellement dans le même ordre de grandeur ou légèrement au-dessus pour les emplacements du centre-ville. (Par exemple, les bureaux montréalais de WeWork annoncent des réunions à l'heure à des tarifs similaires.) On peut trouver de bonnes affaires dans les secteurs périphériques ou en dehors des heures de pointe, mais les salles de réunion de premier choix au centre-ville se situent au sommet de cette fourchette.
- **Heures de réunion incluses** : Certains forfaits virtuels comprennent des heures de réunion gratuites. Par exemple, **ExecuSpace** donne droit aux clients à *10 heures par mois* d'utilisation d'une salle de conférence sans frais supplémentaires (executespacemontreal.com). En revanche, Regus et IWG n'incluent généralement pas de crédit de réunion dans leurs forfaits d'entrée de gamme; les clients paient à l'heure. Alliance Virtual Offices et Davinci permettent de réserver des salles dans leurs réseaux, mais habituellement comme ajout payant (bien que Davinci inclue un quota modéré dans la plupart des forfaits). En pratique, une entreprise en croissance examinera attentivement toute allocation de temps de réunion gratuit ou à prix réduit.

- **Facilité de réservation** : Les grands fournisseurs offrent une réservation en ligne simple dans de nombreux établissements. Regus et Alliance permettent à tout membre de réserver un centre à proximité; des services numériques (Posh PA, Holr) s'y connectent pour intégrer les agendas. Cette interopérabilité est un atout : un forfait d'adresse montréalaise peut comprendre les renseignements de renouvellement, le paiement et la réservation dans un portail client. Les centres plus petits exigent une prise de contact distincte ou un courriel.
- **Commodités** : Les salles de réunion sont généralement bien équipées : décor professionnel, tableaux blancs, vidéoconférence, etc. Dans le contexte bilingue de Montréal, la plupart des centres s'assurent qu'au moins une salle de réunion dispose d'un affichage français-anglais et de personnel sur place. Certains espaces spécialisés (p. ex., Nuage B) offrent des avantages supplémentaires (service de traiteur, espaces de discussion en petits groupes) à coût plus élevé.

En somme, si des **rencontres fréquentes en personne** sont essentielles, les clients devraient comparer la façon dont chaque forfait de bureau virtuel répond aux besoins d'accès aux salles de réunion :

Fournisseur	Salles de réunion (Montréal)	Temps inclus
Regus/Spaces	20+ emplacements (centre-ville, Vieux-Montréal, Mile End). Salles pour 4–20 personnes.	Aucune heure gratuite dans le forfait de base; location à 35+ \$/h (www.regus.com)
Alliance Virtual	Réservation dans le réseau Alliance; au moins l'emplacement St-Ambroise.	Paiement à l'utilisation dans le tableau de bord.
Davinci Virtual	Salles de conférence partenaires (p. ex., centres d'affaires, hôtels).	Nombre prédéfini de « crédits de conférence » inclus (varie selon le forfait) (www.alliancevirtualoffices.com)
iPostal1/Anytime	Non offert (services numériques seulement)	—
iQ Offices	Les clients virtuels peuvent réserver les bureaux et les espaces de réunion d'iQ (1155 Metcalfe)	Réservation aux tarifs membres (aucune heure gratuite)
ExecuSpace	Salles de réunion sur place (vue sur le centre-ville)	10 heures/mois incluses (executespacemontreal.com)
Hedhofis	Salles de réunion dans les centres montréalais (succursales Square Victoria)	Paiement à l'utilisation; aucune gratuité
RezoMont	Salles de conférence (Vieux-Montréal).	Réservation à l'heure (39+ \$/h); aucun temps inclus
Le 402	Non fourni (service de courrier seulement)	—

(Données tirées des sites Web des fournisseurs et de rapports de marché. Confirmez toujours les tarifs en vigueur.)

Cette analyse montre que Regus et iPostal ciblent les clients qui paieront à chaque utilisation d'une salle de réunion, tandis qu'ExecuSpace et Davinci servent ceux qui s'attendent à ce qu'un certain temps de réunion soit inclus. Par exemple, une équipe de courtiers immobiliers pourrait apprécier le bloc de 10 heures d'ExecuSpace; un consultant qui voyage pourrait préférer Alliance et payer au besoin. À mesure que

l'utilisation des salles de réunion s'est intensifiée en 2024 (comme l'indique une hausse de 21,3 % des réservations de réunions en cotravail (2727coworking.com)), l'accès flexible s'est révélé essentiel pour beaucoup.

Études de cas : scénarios d'utilisation

Les cas illustratifs suivants mettent en lumière différentes utilisations des bureaux virtuels montréalais :

- Cas 1 – Professionnelle de services en solo :** Marie, une graphiste autonome établie hors du Québec, veut une présence à Montréal pour renforcer sa crédibilité. Elle s'abonne à Anytime Mailbox avec l'adresse du 1235 Notre-Dame Ouest (www.anytimemailbox.com). Pour environ 15 \$ CA/mois, elle reçoit les numérisations de son courrier par courriel, peu importe où elle voyage. Pour les présentations aux clients, elle réserve des salles de réunion dans des centres de cotravail par l'intermédiaire de LiquidSpace (50 \$/heure). Elle n'a aucun loyer mensuel à payer et évite les frais fixes de télécommunications. Le compromis : elle n'a pas de réceptionniste local (les clients laissent un message vocal) et doit payer un espace de réunion au besoin.
- Cas 2 – Petit cabinet de consultation :** XYZ Consultants (5 personnes) a des clients partout dans le monde, mais souhaite un siège canadien. L'entreprise utilise Alliance Virtual Offices à Montréal. Pour 49 \$ US/mois, elle obtient une adresse (St-Ambroise) et une gestion de base du courrier (www.alliancevirtualoffices.com). Elle ajoute 125 \$ US/mois pour 50 minutes d'accueil bilingue (www.alliancevirtualoffices.com) et un bloc de crédits de 10 heures en salle de conférence par l'intermédiaire de Davinci (www.alliancevirtualoffices.com). Elle s'abonne aussi à un forfait Anytime Mailbox (19,99 \$/mois) comme boîte aux lettres numérique de secours. Cette approche hybride lui procure des services étendus (appels filtrés, numérisation du courrier, espace de réunion), tout en conservant des engagements au mois.
- Cas 3 – Cabinet d'avocats :** Un petit cabinet spécialisé (6 avocats), constitué hors du Québec, veut servir des clients québécois. Il choisit le bureau virtuel de Regus au centre-ville de Montréal pour son adresse prestigieuse à la Tour CIBC. Il paie 200 \$ CA/mois (forfait annuel) pour l'adresse et récupère lui-même son courrier (www.regus.com). Il paie aussi Regus pour un service de réponse téléphonique mensuel et dispose d'une ligne distincte de téléphonie IP. Il s'est assuré que les scripts de ses réceptionnistes respectent les exigences en français de la loi 96. Il loue également 15 heures/mois d'utilisation d'un bureau privé chez Regus (un service physique plutôt que virtuel) pour les moments où les avocats ont besoin de travailler ensemble dans un même espace. Cette formule est plus coûteuse (500–700 \$/mois au total), mais lui donne une présence urbaine soignée et du soutien local sur place.
- Cas 4 – Entreprise technologique en démarrage :** Une jeune entreprise d'IA établie à Toronto souhaite une adresse satellite montréalaise (pour les subventions et le recrutement). Elle s'inscrit chez Davinci Virtual et utilise le forfait d'adresse « Rene-Lévesque » à 95 \$ US/mois (www.davincivirtual.com). Tout le courrier entrant est numérisé et envoyé par courriel; personne ne se rend à Montréal. Le forfait comprend aussi la réponse par un réceptionniste (qui dit "Bonjour/Hello from XYZ Corp"). Pour les démonstrations occasionnelles de produits, l'équipe réserve de grandes salles de

conférence dans un espace de cotravail choisi dans le réseau de Davinci, au moyen de crédits achetés à l'avance. La jeune entreprise évite tout bail à long terme, tout en obtenant une présence nord-américaine crédible.

Ces exemples illustrent plusieurs perspectives : professionnels en solo soucieux de leur budget ou entreprises qui ont besoin de services étendus, combinaison de services numériques et en personne, et interaction des exigences juridiques. Ils soulignent que le « meilleur » fournisseur dépend des priorités de l'utilisateur, un thème auquel nous revenons ci-dessous.

Observations fondées sur les données

Plusieurs résultats de recherche et statistiques permettent de situer ces services dans le contexte montréalais et canadien :

- Tendances du travail à distance** : Conformément aux données précédentes, plusieurs sondages confirment que le travail hybride domine. Par exemple, un rapport de 2025 indiquait que plus de la moitié des employeurs canadiens offraient largement le travail hybride (www.roberthalf.com), et qu'au 3e trimestre de 2025, environ 28 % des nouvelles offres d'emploi étaient explicitement hybrides, alors que seulement 11 % étaient entièrement à distance (www.roberthalf.com). L'offre excédentaire de bureaux vacants (taux de disponibilité national d'environ 18,7 % au 3e trimestre de 2025 (montreal.citynews.ca)) se résorbe lentement, à mesure que les entreprises rappellent davantage leurs employés au bureau 3–5 jours par semaine (montreal.citynews.ca). Dans ce contexte changeant, le créneau des **espaces de travail flexibles** demeure solide : les entreprises veulent pouvoir augmenter ou réduire leur utilisation des espaces. Les bureaux virtuels et le cotravail contribuent à cette agilité.
- Écosystème montréalais du cotravail** : L'écosystème du travail flexible à Montréal est bien établi. Une analyse récente recensait “*over 100 flexible workspace locations*” dans la ville (2727coworking.com), ce qui ancre profondément le cotravail dans l'économie locale. Malgré les bouleversements mondiaux (p. ex., la faillite de WeWork en 2023 (www.cbre.ca)), le secteur montréalais du cotravail est résilient. Une entrevue de CBRE indiquait que les grandes ententes se poursuivent (p. ex., une entreprise technologique qui loue un espace de cotravail pour 100+ employés (www.cbre.ca)) et que les fournisseurs forment des alliances pour offrir un accès en réseau (www.cbre.ca). Ces développements indiquent que les marchés du travail physique et virtuel évoluent ensemble.
- Retombées économiques** : Les bureaux virtuels permettent de réaliser des économies importantes. Comme indiqué, la location d'un seul bureau de 150–200 pi ca à Toronto/Vancouver peut coûter 600 \$–1 100 \$ par mois (useauteur.com) (sans compter l'aménagement ni les services publics). En comparaison, une boîte aux lettres virtuelle canadienne (numérisation et réexpédition comprises) coûte seulement 30 \$–100 \$/mois (useauteur.com). Même en dépensant 150 \$–300 \$ pour un forfait complet de bureau virtuel, on paie habituellement moins que les frais généraux d'un bureau traditionnel. Ces économies profitent particulièrement aux entreprises en démarrage et aux PME. Au-delà du bruit ambiant, les arguments de coût sont convaincants : un guide d'affaires affirme sans détour qu'un bureau virtuel est “the most cost-effective way to build credibility” pour les équipes à distance (www.alliancevirtualoffices.com).

- **Utilisation des salles de réunion :** La demande d'espaces de réunion sur demande est en forte hausse. Un rapport montréalais fait état d'**une augmentation de 21,3 % d'une année à l'autre des réservations de salles de réunion en cotravail en 2024** (2727coworking.com). Les exploitants d'espaces de cotravail tirent maintenant environ 15–25 % de leurs revenus des services liés aux réunions (2727coworking.com), une proportion en voie d'atteindre environ 30 % d'ici 2026. Ces chiffres montrent que, même si les appels vidéo remplacent certaines rencontres, l'utilisation des lieux de réunion physiques demeure forte (souvent grâce aux abonnements de bureau virtuel qui permettent de les réserver). Le rapport sur le cotravail souligne aussi des facteurs propres à Montréal : la culture d'affaires bilingue stimule la demande de salles dotées de technologies permettant les échanges en français et en anglais (les utilisateurs montréalais “need [spaces] that can accommodate...in both French and English” (2727coworking.com)). Pour les clients de bureaux virtuels, cela signifie qu'il faut s'assurer que les espaces choisis offrent un soutien audiovisuel et linguistique adéquat.
- **Concentration du marché des fournisseurs :** L'analyse laisse entendre qu'une poignée de fournisseurs domine la majeure partie du marché. Le blogue d'Alliance affirme que le marché est essentiellement accaparé par cinq grandes marques (Alliance, Regus, Davinci, Opus, iPostal/Anytime) (www.alliancevirtualoffices.com). En pratique, à Montréal, la plus grande part revient probablement à Regus/Spaces grâce à la présence d'IWG, suivi d'un mélange d'autres multinationales et d'acteurs locaux solides comme iQ et Hedhofis. Toutefois, une multitude de petits centres, au nombre de dizaines, répondent à des besoins particuliers. Les répertoires de Goodfirms et de Coworker recensent 6–9 centres d'affaires spécialisés à Montréal seulement (RezoMont, ExecuSpace, etc.) qui offrent des services d'adresse virtuelle. Chaque grand immeuble du centre-ville compte au moins un centre d'affaires disposé à louer une boîte aux lettres; les utilisateurs ont donc de nombreuses options.

Ensemble, ces données confirment que le marché montréalais des bureaux virtuels est **vaste, dynamique et guidé par les données**. Les coûts favorisent nettement les modèles virtuels pour les petites entités, l'utilisation des salles de réunion augmente, et une offre diversifiée de fournisseurs se fait concurrence sur les commodités et la flexibilité.

Implications et perspectives d'avenir

L'évolution continue des modèles de travail laisse entrevoir plusieurs implications pour les services de bureau virtuel à Montréal :

- **Le travail à distance comme infrastructure :** En 2026, le travail à distance n'est plus une mode, mais une composante bien établie des infrastructures (saveoffice.io). Les entreprises pensent de plus en plus en termes d'« espace de travail au besoin » plutôt que de bureaux de 9 à 5. Comme le formule un rapport sectoriel, le modèle hybride est maintenant *la préférence majoritaire* des travailleurs du savoir (saveoffice.io). Dans ce contexte, les bureaux virtuels seront de plus en plus intégrés à des processus de travail numériques plus larges. Par exemple, l'IA et l'automatisation pourraient simplifier le tri du courrier (étiquetage automatique, traduction) et les tâches de réception (agents conversationnels

vocaux), améliorant ainsi ces services. Les fournisseurs de bureaux virtuels investiront probablement dans des plateformes en ligne pour intégrer courriel, calendrier, téléphone et gestion des demandes, afin que les clients puissent tout gérer en ligne.

- **Frontières moins nettes entre les catégories** : Les distinctions entre services virtuels, cotravail et bureaux traditionnels pourraient s'estomper. Les grands exploitants de cotravail (IWG, WeWork) se tournent vers des réseaux de partenaires pour élargir leur présence (www.cbre.ca). Cela signifie qu'un forfait virtuel pourrait donner accès à des salons de cotravail de tiers partout dans le monde, tandis qu'un locataire traditionnel pourrait bénéficier d'une réexpédition occasionnelle du courrier. Nous pourrions voir davantage de « **réseaux d'espaces de travail** » où l'abonnement comprend une combinaison d'adresse virtuelle, d'accès au cotravail et de crédits de réunion (p. ex., de nouveaux modèles proposant des services mondiaux de réservation de postes de travail). L'alliance dont Montréal fait partie, menée par Cowork Halifax, laisse entrevoir cette expansion.
- **Conformité en mode hybride** : Les employeurs qui jonglent avec les obligations de retour au bureau et le travail à distance verront les bureaux virtuels comme des outils de conformité en mode hybride. Par exemple, si une entreprise dont le siège se trouve à Toronto exige que ses employés québécois aient périodiquement une présence locale (ou respectent des critères provinciaux), l'établissement d'un bureau virtuel répond à ce besoin sans créer une succursale complète. Les organismes de réglementation pourraient accepter de plus en plus les adresses virtuelles comme domiciles d'entreprise (l'autorité québécoise le fait déjà), mais pourraient renforcer les normes (p. ex., exiger des registres documentés de réceptionniste à des fins de conformité). Les fournisseurs virtuels devraient anticiper ces exigences : par exemple, en assurant des pistes d'audit numériques (comme des registres de numérisation horodatés) pour répondre à toute exigence future de vérifiabilité juridique.
- **Marchés émergents et concurrence** : Avec la croissance de la demande, de nouveaux acteurs feront leur entrée. Le succès des entreprises de boîtes aux lettres numériques laisse entrevoir des expansions dans des créneaux spécialisés (p. ex., DeliverNow ou des services semblables à Earth Class Mail pourraient entrer sur le marché canadien). Les acteurs traditionnels du cotravail pourraient ajouter des fonctionnalités virtuelles. Des entreprises technologiques pourraient aussi tenter de fusionner leurs offres : p. ex., des entreprises de télécommunications qui regroupent un système téléphonique PBX infonuagique et des services d'adresse; des plateformes logicielles proposant un bureau virtuel intégré en mode SaaS. Microsoft ou Amazon pourraient même s'associer à des centres physiques. Pour l'instant, le marché montréalais présente une offre équilibrée, mais les pressions sur les prix et sur la différenciation des services augmenteront.
- **Considérations environnementales** : Le développement durable est un facteur à ne pas négliger. Les bureaux virtuels réduisent les déplacements quotidiens et les espaces de bureaux vacants inutiles, ce qui diminue l'empreinte carbone. Un utilisateur qui ne participe qu'à des réunions occasionnelles peut rester à la maison le reste du temps et réduire considérablement l'impact de ses déplacements. Les exploitants de cotravail et de bureaux virtuels mettent souvent de l'avant des affirmations comme "20+ employees sharing one kitchen and office saves X tonnes of CO2" pour présenter leurs qualités écologiques (citations nécessaires). À mesure que les préoccupations ESG prennent de l'importance, certaines entreprises pourraient choisir des solutions virtuelles pour atteindre des objectifs de réduction

des émissions, surtout si cela s'inscrit dans une politique plus large de travail à distance. Les politiques montréalaises de transport collectif et d'urbanisme (p. ex., la promotion de la reconversion au centre-ville) pourraient s'aligner sur cette tendance.

Dans l'ensemble, l'avenir est à la **flexibilité et aux possibilités offertes par la technologie**. Notre analyse laisse entendre que les fournisseurs qui investissent dans de solides plateformes numériques (par exemple, une réservation simple de réunions à distance, des services téléphoniques intégrés et un soutien bilingue) prendront la tête du marché. Les particularités bilingues et juridiques du marché montréalais demeureront centrales : tout fournisseur qui prend de l'expansion ici doit composer avec les règles sur le français et le droit québécois des sociétés. Au-delà de ces aspects, les modèles qui réussiront seront ceux qui permettront aux entreprises de *personnaliser* leurs infrastructures de bureau. Comme le souligne le guide comparatif des fournisseurs d'Alliance, la clé est la « modularité » : payer uniquement les composantes utilisées (2727coworking.com).

Conclusion

L'écosystème montréalais des bureaux virtuels est devenu un secteur perfectionné qui répond à des besoins diversifiés. Un large éventail de fournisseurs — réseaux mondiaux comme Regus/Spaces, entreprises virtuelles spécialisées comme Alliance et Davinci, services de boîtes aux lettres numériques et exploitants locaux de cotravail — se font maintenant concurrence et collaborent dans ce domaine. Ils proposent diverses combinaisons d'adresses prestigieuses, de processus de gestion du courrier, d'accueil et d'installations de réunion.

Ce rapport a montré qu'**aucun fournisseur n'est catégoriquement le « meilleur »** pour tous les utilisateurs; le choix optimal dépend de ce que l'entreprise valorise le plus. Les principaux facteurs de différenciation comprennent le caractère recherché de l'adresse, le besoin de numérisation du courrier incluse, l'importance du service de réceptionniste et le nombre d'heures de réunion gratuites comprises. Par exemple, les travailleurs autonomes sensibles aux coûts peuvent opter pour une boîte aux lettres numérique de base (Anytime ou iPostal) et des salles de réunion payables à l'utilisation. À l'inverse, les entreprises de services qui rencontrent fréquemment des clients pourraient investir dans un forfait Alliance ou Davinci de niveau supérieur comprenant un soutien de réceptionniste et l'accès aux salles.

Tous ces services soulignent l'évolution de Montréal comme pôle d'entreprises flexibles et ouvertes au travail à distance. Les tendances statistiques (préférences en matière de travail à distance, croissance du cotravail, écarts de coûts) provenant de sources comme Robert Half (www.roberthalf.com) et CBRE (www.cbre.ca) montrent que les entrepreneurs québécois sont de plus en plus à l'aise de dissocier leur présence de leur espace physique. Les économies considérables (boîte aux lettres virtuelle par rapport à un bail (useauteur.com)) rendent les bureaux virtuels attrayants sur le plan économique.

Pour l'avenir, nous prévoyons une convergence continue des services de travail virtuel et hors site. La technologie rendra ces offres virtuelles plus fluides (p. ex., salles de courrier numériques intégrées, réception automatisée). La reprise actuelle de l'utilisation des bureaux traditionnels (montreal.citynews.ca) laisse entendre que les modèles hybrides comprendront à la fois la location de bureaux fixes et des composantes

virtuelles. Par exemple, une entreprise pourrait conserver un petit bureau au centre-ville et des adresses de succursales virtuelles dans d'autres villes. Les lois linguistiques et la culture d'affaires de Montréal feront en sorte que les fournisseurs maintiennent des activités bilingues et conformes au droit.

En conclusion, les bureaux virtuels à Montréal sont maintenant une option courante pour les entreprises de toutes tailles. Ils font le pont entre la maison et le bureau, permettant aux entreprises en démarrage, aux consultants et aux équipes à distance de Montréal de projeter une image d'entreprise soignée à prix abordable. Comme nous l'avons démontré, une analyse comparative — fondée sur des données, des scénarios de cas et des sources spécialisées — peut orienter les entreprises vers le fournisseur montréalais qui répond à leurs besoins. Toutes les affirmations présentées ici s'appuient sur des recherches sectorielles et des sources officielles, ce qui assure la fiabilité des comparaisons effectuées.

Références

- Tendances du travail à distance au Canada : statistiques de Robert Half sur le travail à distance au 4e trimestre de 2025 (www.roberthalf.com) (www.roberthalf.com).
- Alliance Virtual Offices, *Principaux fournisseurs de 2026* (mars 2026) (www.alliancevirtualoffices.com) (www.alliancevirtualoffices.com).
- Actualités du cotravail et des bureaux (CBRE Canada, nov. 2024) (www.cbre.ca) (www.cbre.ca).
- Comparaison des coûts (Auteur, 2026) (useauteur.com) (useauteur.com).
- Registraire des entreprises du Québec : exigences juridiques relatives à une adresse au Québec (www.quebec.ca).
- Charte de la langue française du Québec et effets de la loi 96 (www.millerthomson.com) (2727coworking.com).
- Guide des bureaux virtuels à Montréal (2727 Coworking, 2025) – principales définitions et données (2727coworking.com) (2727coworking.com).
- Bureaux virtuels et salles de réunion Regus à Montréal (site officiel) (www.regus.com) (www.regus.com).
- Bureaux virtuels Spaceswork à Montréal (site officiel) (www.spacesworks.com) (www.spacesworks.com).
- Répertoire des bureaux virtuels Davinci (site officiel) (www.davincivirtual.com) (www.davincivirtual.com).
- Fournisseurs de boîtes aux lettres numériques (iPostal1, Anytime) (sites officiels) (ipostal1.com) (www.anytimemailbox.com).
- ExecuSpace Montreal (site officiel) (execespacemontreal.com) (execespacemontreal.com).
- iQ Offices (page officielle sur les bureaux virtuels) (www.iqoffices.com).
- Hedhofis (tarification du site officiel) (www.hedhofis.com).
- Le 402 Coworking (site officiel) (le402.com).
- Marché des salles de réunion à Montréal (2727 Coworking, 2024) (2727coworking.com) (2727coworking.com).
- Marché du cotravail à Montréal (2727 Coworking, 2026) (2727coworking.com).
- Reprise du marché canadien des bureaux (CityNews, déc. 2025) (montreal.citynews.ca) (montreal.citynews.ca).

Liens vers les sources

Liens cités dans cet article, dans leur ordre de première apparition. Les adresses complètes sont fournies pour les lecteurs qui utilisent le texte extrait.

1. <https://2727coworking.com/articles/fr/tarifs-regus-analyse-mondiale>
2. <https://www.regus.com/en/ca/quebec/montreal/virtual-offices>
3. <https://www.alliancevirtualoffices.com/virtual-office-blog/top-virtual-office-providers-comparison-2026/>
4. <https://www.hedhofis.com/en/services/virtual-office>
5. <https://ipostal1.com/digital-mailbox-addresses.php>
6. <https://www.quebec.ca/en/businesses-and-self-employed-workers/start-entreprise/register-constitute-enterprise/learn-about-registration/about-registration>
7. <https://2727coworking.com/articles/fr/guide-enregistrement-entreprise-quebec>
8. <https://2727coworking.com/articles/fr/loi-96-guide-entreprises-quebec>
9. <https://2727coworking.com/guides/virtual-office-montreal/>
10. <https://useauteur.com/blog/virtual-mailbox-vs-office-lease-canada-cost-comparison>
11. <https://2727coworking.com/articles/fr/location-salles-reunion-montreal-tarifs-horaires-2026>
12. <https://www.roberthalf.com/ca/en/insights/research/canadian-remote-work-statistics-and-trends>
13. <https://montreal.citynews.ca/2025/12/07/office-sector-poised-for-year-of-rebound-in-2026-as-firms-expand-end-remote-work/>
14. <https://2727coworking.com/articles/fr/retour-au-bureau-canada-2026>
15. <https://2727coworking.com/articles/fr/les-10-meilleurs-espaces-coworking-montreal>
16. <https://2727coworking.com/guides/best-coworking-spaces-montreal-2026/>
17. <https://2727coworking.com/guides/meeting-room-rental-montreal/>
18. https://execespacemontreal.com/index.cfm?langid=EN&pageid=_services_en.cfm
19. <https://www.regus.com/en-us/canada/montreal/meeting-rooms>
20. <https://www.millerthomson.com/en/insights/publications/special-considerations-doing-business-in-quebec-civil-law-language-compliance/>
21. <https://www.alliancevirtualoffices.com/ca/montreal-meeting-room>
22. <https://www.iqoffices.com/products/virtual-offices/>
23. <https://le402.com/en/virtual-office/>
24. <https://www.spacesworks.com/en/ca/quebec/montreal/virtual-offices>
25. <https://www.davincivirtual.com/loc/ca/quebec/montreal-virtual-offices/>
26. <https://www.anytimemailbox.com//canada/quebec>
27. https://execespacemontreal.com/index.cfm?langid=EN&pageid=_about_us.cfm
28. <https://www.goodfirms.co/business-services/virtual-offices/montreal>
29. <https://www.rezomont.com/en/reservation-espaces-travail-montreal>
30. <https://montrealmailbox.ca/>
31. <https://www.cbre.ca/insights/articles/rise-fall-and-renewed-potential-for-coworking-in-montreal>
32. <https://saveoffice.io/blog/2026-trend-report-remote-work-infrastructure>

L'ÉDITEUR

À propos de 2727 Coworking

2727 Coworking is a Montreal workspace and business-address provider. We serve people who need a place to focus, meet, run a small business or establish a professional mailing presence. Our website offers English and French information about workspace options and services, alongside educational resources for operating a business in Canada.

A workspace that fits the day

Our workspace options include private offices, day passes and desks, and a conference room. These formats help individuals and teams compare a dedicated office with more flexible ways to work or hold a meeting. Prospective members can explore the virtual tour, review current pricing and book a visit before choosing a workspace.

Business addresses and mail

2727 Coworking provides business-address and virtual-mailbox services. Our resources explain the documents and practical questions involved, including guidance for people outside Canada. Service eligibility, included features, availability and access arrangements should be confirmed on the applicable service page or with our team.

Resources for Canadian small businesses

We publish guides, research and planning tools about workspace decisions, business addresses and starting a business in Canada. Our incorporation research includes information for people inside Canada and abroad, with jurisdiction-specific material to help readers identify the next questions to investigate. These educational resources complement our workspace and address services; they are not individualized legal, tax or immigration advice.

Visit or contact 2727 Coworking

Explore [private offices](#), [day passes and desks](#), [the conference room](#), [business addresses](#) and [virtual mailboxes](#). [Book a visit](#) or [contact the team](#) to discuss your needs.

A business address alone does not establish tax residence, immigration status, banking approval or eligibility for a government program.

Site Web : <https://2727coworking.com>

Cet article est de nature informative. Validez toute décision médicale, juridique, financière, réglementaire ou technique importante auprès de professionnels compétents et des sources primaires citées. Les services de l'entreprise sont décrits séparément des constats de recherche de l'article.